

DAVID, Charles-Philippe (sous la direction de). *La fin de la guerre froide. Ses conséquences pour les relations internationales*. Québec-Paris, CQRI-FEDN, 1990, 258p.

Jean Klein

Volume 22, numéro 3, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702884ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702884ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Klein, J. (1991). Compte rendu de [DAVID, Charles-Philippe (sous la direction de). *La fin de la guerre froide. Ses conséquences pour les relations internationales*. Québec-Paris, CQRI-FEDN, 1990, 258p.] *Études internationales*, 22(3), 611–613. <https://doi.org/10.7202/702884ar>

grandes lacunes des présuppositions de cette théorie car la troisième partie, constituée de deux petits chapitres, traite effectivement des contraintes morales et éthiques, et par extension des valeurs sociopolitiques, dans le recours à la force, Mais le résultat demeure insatisfaisant; en fait ces chapitres représentent la partie la plus contestable de l'ouvrage. Néanmoins, la question du conflit entre les choix logico-rationnel et éthique en politique extérieure y est posée. Enfin, on peut trouver, si l'on cherche, quelques erreurs factuelles: par exemple (p. 194), Israël et l'Égypte signèrent un traité de paix non pas à l'issue des négociations de Camp David en 1978, mais bien en mars 1979.

Finalement, nous souhaitons que ce livre soit traduit en français; son adoption comme ouvrage de travail et de référence au premier cycle universitaire nous paraît tout à fait naturelle et même nécessaire.

Onnig BEYLERIAN

*Université de Windsor, Canada*

DAVID, Charles-Philippe (sous la direction de). *La fin de la guerre froide. Ses conséquences pour les relations internationales*. Québec-Paris, CQRI-FEDN, 1990, 258p.

Cet ouvrage réunit les études d'une douzaine de chercheurs et d'universitaires, français et québécois, et tente de faire le point sur l'état de la société internationale après les mutations qui se sont produites dans les relations Est-Ouest au cours des der-

nières années. C'est que l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale, les changements intervenus en Union soviétique sous l'impulsion de M. Gorbatchev, l'émergence d'une Allemagne unie et pleinement souveraine au cœur de l'Europe et les progrès enregistrés sur la voie du désarmement ont modifié les données du problème de la sécurité en Europe et mis en question l'ordre bipolaire qui prévalait depuis la fin des années 1940. Il était donc légitime de s'interroger sur les facteurs qui ont conditionné la modification du paysage politique et stratégique en Europe et de se livrer à des spéculations sur la forme que revêtirait le nouvel ordre international après la fin de «la guerre froide».

Le maître d'œuvre de cet ouvrage, Charles-Philippe David, s'est déjà signalé par des écrits sur les questions militaires et il a eu le mérite d'organiser en 1988 sous l'égide du Collège militaire royal de Saint-Jean un colloque sur les études stratégiques qui a retenu l'attention des spécialistes. Cette fois-ci il a jugé qu'une évaluation des changements intervenus en 1989 s'imposait d'urgence et il a pris l'initiative de solliciter le concours de politologues français et canadiens pour tenter d'élucider les questions qui se posent aux décideurs occidentaux dans le nouveau contexte stratégique. Les contributions se répartissent en deux parties: l'une, consacrée au système international à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle; l'autre, aux mutations subies par les systèmes régionaux.

La plupart des auteurs soulignent le rôle déterminant joué par l'URSS dans les changements intervenus en

Europe et considèrent que l'émanicipation des États satellites est la conséquence directe de la «nouvelle pensée» dont s'inspire la politique extérieure soviétique depuis l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. En outre, l'accent est mis sur les implications économiques des mutations en cours et sur la nécessité de réduire le poids des dépenses militaires pour favoriser la modernisation de l'appareil de production soviétique et satisfaire les besoins de la société civile. Certains en déduisent que sous la pression de la nécessité, l'URSS s'est engagée sans esprit de retour dans la voie du désarmement et qu'il lui importe surtout de réduire «la prime d'assurance contre le risque militaire» pour pouvoir mener à bien la *perestroïka*. D'autres sont plus prudents et font observer que le désarmement régional tel qu'il est conçu n'aura que des effets limités et ne mettra pas en question la prépondérance militaire de la puissance continentale russe.

George Kennan avait déjà attiré l'attention sur ce point dans les années 1950 et on sait que le traité sur les forces conventionnelles en Europe (CFE), signé le 19 novembre 1990, n'a qu'une portée modeste et que son entrée en vigueur est problématique en raison du contournement par la partie soviétique de certaines de ses dispositions. Par ailleurs, il n'est pas établi que la politique militaire soviétique s'oriente franchement en direction d'une défense fondée sur la «suffisance raisonnable» et les conclusions auxquelles aboutissent certains auteurs comme M. Hyppia paraissent hâtives avec le recul du temps. Il n'en reste pas moins que le rapport des forces s'est modifié à la

suite de la dissolution de l'organisation militaire du Pacte de Varsovie et que les forces soviétiques stationnées en Tchécoslovaquie, en Hongrie et dans l'ex-RDA seront redéployées sur le territoire soviétique vers le milieu des années 1990 si le cap fixé par MM. Gorbatchev et Chevardnaze est maintenu. Il est donc permis de spéculer sur une diminution du risque d'agression par surprise mais le facteur militaire continuera de jouer un rôle majeur dans les relations intra-européennes.

S'agissant des perspectives d'un nouvel ordre de sécurité, on relève que le souci de favoriser l'affirmation d'une identité européenne en la matière et de trouver des substituts au «système bipolaire» se manifeste surtout dans les contributions des Français. Ainsi, Dominique David et André Brigot se prononcent en faveur d'un ordre multipolaire et esquissent les plans d'un système de sécurité complémentaire de celui qui découle de l'existence des alliances. Or le «désir d'Europe» dont ils se font les interprètes risque de ne pas être exaucé de sitôt et il semble bien que la capacité d'adaptation de l'OTAN au nouveau contexte stratégique ait été sous-estimée dans leurs analyses. En outre, on peut émettre des doutes sur la possibilité de créer un sous-système régional englobant les États situés entre l'Atlantique et le Bug dans la mesure où l'Union soviétique serait exclue de la gestion des affaires de la «maison commune européenne» et ne manquerait pas de voir dans une telle entreprise une réédition de la politique du «cordon sanitaire» appliquée au lendemain de la Première Guerre mondiale. En revanche, on ne saurait trop

louer la pertinence de leurs aperçus sur le rôle instrumental de la réglementation des armements et d'une dissuasion nucléaire minimale pour garantir la paix dans une Europe où les clivages ethniques, les rivalités nationales et la disparité des niveaux de développement pourraient engendrer de nouveaux foyers de conflit et compromettre les acquis des révolutions «tranquilles» de l'automne 1989.

On lira avec intérêt les essais consacrés aux problèmes qui se posent au Moyen-Orient et en Asie même si le rapport avec les changements intervenus en Europe ne sont pas évidents. Au Moyen-Orient, l'action militaire menée contre l'Irak sous le couvert des Nations Unies est sans doute l'une des conséquences les plus visibles de la modification des relations Est-Ouest et de l'affaiblissement de la position internationale de l'Union soviétique, mais cette éventualité était difficilement prévisible à l'époque où le livre était sous presse. Quant à l'Asie, où l'onde de choc du séisme qui s'est produit en Europe a été amortie, il eût été intéressant de se pencher sur le sort de la Corée et d'examiner à quelles conditions la division du pays, qui est un produit de la «guerre froide», pourrait être surmontée.

En dépit des réserves que peuvent inspirer certaines analyses, il faut saluer l'audace du projet conçu par Charles-Philippe David à une époque où les fondements de la sécurité en Europe étaient ébranlés par les révolutions anticommunistes à l'Est et où les aspirations nationales des Allemands avaient des chances d'être satisfaites pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre

mondiale. Se livrer à un exercice de type prospectif dans ces conditions était risqué et on sait que les modèles proposés par les experts sont rarement pris en compte par les décideurs ou confirmés par l'histoire. Aussi ne faut-il voir dans cet ouvrage qu'une incitation à la réflexion sur les voies et les moyens d'un nouvel ordre de sécurité en Europe et dans le monde et non l'illustration d'une méthode d'analyse des relations internationales dont la prétention serait faussement scientifique.

Jean KLEIN

*Directeur de Recherches  
IFRI, Paris*

LEGAULT, Albert (sous la direction de). *Les SIX mois qui ont ébranlé le monde*. Sillery-Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec-Centre québécois de relations internationales, 1991, 316p.

Cet ouvrage qui n'est pas sans rappeler le titre d'un livre fameux de John Reed consacré à la Révolution bolchévique de 1917, a un but très simple: faire le point sur les grands ébranlements intervenus en Europe centrale et orientale durant l'automne 1989 et le début de l'année 1990, soit très exactement du 30 août 1989 au 31 mars 1990.

Albert Legault, sous la direction duquel a été conçu ce «livre-événements» parle à bon droit de l'«*Annus mirabilis*», «le temps de toutes les ruptures», «l'année des gigantesques bouleversements» à propos de la formidable accélération de l'Histoire qui